



attac

# Le Courriel d'information

n°250 – Mardi 03 Juillet 2001.

## STOP : PAS A VENDRE

### Dans ce numéro

#### 1- Genova – En direct de Gênes

Une rencontre a eu lieu entre les organisations du Genoa Social Forum et les autorités. Celle-ci a eu au moins l'avantage d'éclairer un peu plus le cadre dans lequel nous pourrions exercer notre droit à ne pas être d'accord et à le manifester.

#### 2-Sommet du Mercosur 21-22 juin 2001 à Asunción

Les pays d'Amérique du Sud formant le marché commun du sous-continent se sont réunis récemment. La région est en pleine crise financière et économique et les décisions prises, certes ambitieuses, ne sont guère suivies d'effet. La dévaluation compétitive des monnaies entraîne des conflits d'intérêt et commerciaux.

#### 3- Brèves d'OMC

Inde, Etats Unis, Union européenne ou les termes de désaccords sur la prochaine réunion de Doha. Mais aussi la preuve par le « sénateur » de l'action américaine en Colombie : une autre façon d'imager l'arroseur arrosé.

#### 4- Les enseignants sont-ils conscients de la restructuration fondamentale de leur métier ?

Il s'agit de commerce encore une fois... Dans cet article d'opinion l'auteur met en avant le danger (réel) que représentent les accords internationaux, et en particulier l'AGCS sur les services, par rapport aux systèmes éducatifs.

#### 5- La culture et le savoir ne sont pas à vendre

Devant la concentration des pouvoirs de multinationales (6 aux Etats Unis) qui détiennent les contenus et les moyens de les communiquer dans les domaines du cinéma, de la télé, de la radio, de l'Internet, du livre, du disque, les résistances apparaissent bien faibles et sans doute désuètes. Mais l'histoire a déjà montré que les Goliath ne gagnent pas tout le temps.

#### 6- Les marins ne sont plus à vendre

Nous avons déjà parlé de cette sordide affaire, malheureusement pas si exceptionnelle, où l'équipage d'un bateau avait été « oublié » avec le vieux rafiot dans un port. L'exception cette fois-ci est qu'ils avaient résisté et qu'une solidarité internationale s'est mise en place autour de cette bataille. Après plus de deux ans voici enfin l'épilogue de cette histoire-ci.

#### 7- OMC : Fais marche arrière ou disparaïs

Voici la traduction d'un appel international sur l'OMC qui peut être signé par des organisations. Ce texte servira de base aux différentes mobilisations qui auront lieu à l'occasion de la réunion ministérielle de l'OMC à Doha au Qatar le 9 novembre prochain.

#### 8- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

#### Genova – En direct de Gênes

Par Vittorio Agnoletto

Voici, ce qu'a dit Vittorio Agnoletto à la presse, au nom de la délégation qui a rencontré samedi 30 juin le chef de la police, De Gennaro, et au terme de cette rencontre ayant duré de 11h00 à 17h00.

«Nous sortons de cette réunion modérément satisfaits car certains éléments négatifs persistent».

1. Un pas en avant au niveau de l'accueil à Gênes a été fait ce qui nous permet aujourd'hui de dire qu'on peut et qu'on doit venir très nombreux car il y aura des structures d'accueil pour tous (écoles, gymnases, stades et probablement d'autres lieux);



attac

2. Le Forum public (GSF) ouvrira ses portes à partir du 15 juillet et probablement nous pourrions utiliser la zone de Marassi, à l'exception du stade;

3. Il sera possible d'arriver à Gênes par l'autoroute toutes les entrées et sorties resteront ouvertes à l'exception de celles de l'aéroport;

4. La gare de Genova Brignole restera ouverte;

5. Les installations sportives de Lagaccio, choisis par les centres sociaux et les Tute Bianche pour les concerts de souscription au GSF du 2 au 7 juillet seront disponibles;

6. La zone jaune, selon les modalités établies auparavant par le préfet, n'existe plus vu que les interdictions prévues concernant le libre déroulement de la vie démocratique quotidienne (diffusion de tracts, réunion publique, etc.) ont été retirées;

7. Les nombreuses et inacceptables limitations concernant la zone ouest de la ville sont maintenues ce qui représente un fait gravement limitatif pour les initiatives d'encerclement décidées pour la journée du 20 juillet;

8. La manifestation du 21 juillet aura lieu et celle du 19 pourra partir d'une place située dans la soi-disant zone rouge (qui sera effective à partir du 17 juillet) car lieu hautement significatif de la lutte du mouvement des migrants de la ville de Gênes,

9. A propos des initiatives du 20 juillet, il y aura une discussion avec le préfet auquel nous avons déjà donné la liste des places à partir desquelles nous avons l'intention de lancer nos actions; ces actions comprenant des tentatives d'outrepasser la zone rouge utilisant la désobéissance civile;

10. En ce qui concerne les frontières, il nous a été garanti qu'elles ne seront pas fermées même si le chef de la police demandera au gouvernement d'appliquer la clause restrictive permettant le contrôle d'identité aux frontières. Nous nous battons contre celle-ci et nous demanderons aux délégations étrangères, présentes lundi prochain (2 juillet) à Gênes, de faire de même;

11. Enfin, je veux lancer un appel très fort afin que le plus grand nombre de personnes possible vienne à Gênes car nous sommes en mesure de leur garantir des lieux d'accueil et des espaces de contestation. Celle d'aujourd'hui a été la

dernière des deux rencontres officielles, et je rappelle qu'en aucun cas celles-ci ont donné lieu à des négociations car les droits démocratiques ne sont pas négociables

Vittorio Agnoletto, éditorial de Carta on-line, 1 juillet 2001

Nous vous invitons à consulter le site <http://attac.org/genes2001/> Il est remis à jour au moins une fois par jour.

Si vous souhaitez aller à Gênes des bus et systèmes de co-voiturage existent d'un peu partout. Vous retrouverez sur le site des informations les concernant. Si vous ne trouvez pas d'information pour la région de votre pays, contactez sans tarder un groupe local près de chez vous <http://attac.org/contact/>

### **Sommet du Mercosur 21-22 juin 2001 à Asunción**

Par Marjolaine Blanc

Le XX sommet du Mercosur s'est tenu à Asunción, Paraguay les 21 et 22 juin dernier dans la ville où, dix ans auparavant, avait été signé le traité qui donna naissance au Marché Commun du Cône Sud. La rencontre des chefs d'Etat des pays membres du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay), des pays associés (Bolivie et Chili) et des pays invités (Mozambique et Venezuela) a eu lieu dans un climat tendu. L'agenda de ce sommet n'était pas ambitieux et l'essentiel des discussions a porté sur la recherche de solutions communes à la crise conjoncturelle qui touche tous les partenaires. Au niveau régional, on attendait beaucoup de cette rencontre, l'impasse dans laquelle se trouve le Mercosur actuellement n'est que trop visible et le pari relevé par les représentants des pays fondateurs était de donner une seconde jeunesse au processus d'intégration, de ranimer l'esprit de coopération défendu il y a dix ans alors que les critiques fusent de toute part. Au niveau international, ce sommet était suivi de près par les USA dont l'intérêt est de négocier avec chacun des partenaires dans le cadre de l'ALCA et par l'UE qui souhaite au contraire un renforcement du bloc pour pouvoir signer un traité de libre-échange lui ouvrant ainsi une porte d'entrée sur le sud du continent américain.

Au Paraguay, de nombreuses voix se sont élevées ces dernières semaines, pour demander le retrait conditionnel du bloc. Ce sentiment anti-Mercosur a vu le jour suite aux débats qui ont été organisés dans les milieux économiques



attac

pour le dixième anniversaire du Traité d'Asunción. Une récente enquête statistique officielle révélait que 73% de la population estimait que la situation économique du pays dans un an serait identique ou pire que celle actuelle. Dans un tel contexte, il est bien évident que le sommet suscitait de nombreux espoirs, notamment la prise en considération des demandes de compensation au titre de membre « le moins favorisé ».

Il est vrai que le prédicat de départ était faussé : le Traité d'Asunción institue un marché commun qui régit uniquement les relations commerciales, les préoccupations sont donc d'ordre économique et institutionnel puisqu'il fallait bien doter cette organisation d'un cadre réglementaire minimum (le Brésil s'est toujours opposé à la délégation de pouvoirs à une entité supranationale, ce dernier change de discours depuis peu du fait des négociations dans le cadre de l'ALCA). Ainsi, les quatre pays fondateurs ont considéré que l'accroissement des flux commerciaux entre eux suffirait à approfondir l'intégration régionale dans tous les domaines.

Néanmoins, on pouvait imaginer qu'avec des anges gardiens comme le FMI et la BID tout irait mieux rapidement...quelle naïveté...bienvenu dans un monde globalisé ! Vous connaissiez le « premier effet Cavallo » -en janvier baisse unilatérale du Tarif Extérieur Commun à 0 % pour l'importation des biens de capital en provenance des pays hors Mercosur-, voici le « deuxième effet Cavallo » - réforme de la loi de convertibilité de 91 (introduction de l'euro dans la parité fixe dollar/peso pour les opérations de commerce extérieur) ; aussitôt la mesure entérinée, à la vitesse d'un clic le réal accentuait sa descente aux enfers (27% de dépréciation en un an), le gouvernement uruguayen décidait de doubler la vitesse de dévaluation mensuelle du peso (de 0,6 à 1,2%), quant au Paraguay, le taux de change s'envolait à 4000 guaranies pour un \$.

En résumé, on s'apprête à célébrer les 10 ans du Mercosur sur fond de crise régionale tant au niveau économique, social que politique (la pire depuis début 1999...il y a à peine 2 ans). On aurait pu penser que les hommes politiques conscients du manque de confiance croissant chez leurs concitoyens s'évertueraient à donner un nouveau sens au processus d'intégration aujourd'hui en panne ; au lieu de cela, ils ont été nombrilistes, la scène aurait pu en fait se passer dans une cour de récréation où après une bêtise chacun accuse l'autre. Toutefois, il faut

mentionner les quelques avancées qui ont été obtenues et pas seulement en matière commerciale. Or, pour la première fois à l'ordre du jour, la préservation de l'environnement a fait l'objet d'un accord tout comme la lutte contre la contrebande. D'autre part, il a été décidé de créer une commission pour évaluer les modalités de révision du TEC, le Paraguay a adhéré à l'accord automobile que ses partenaires ont signé en décembre dernier et le Brésil et l'Argentine ont reconnu officiellement le statut de la Maquila dans le droit paraguayen (évidemment puisque sous-traiter chez leur voisin leur permettra d'augmenter les gains de compétitivité !). Plusieurs sujets n'ont pas fait l'objet d'un consensus, c'est le cas du tribunal permanent de règlement des différends (dossier défendu par le Paraguay) et du règlement antidumping, des subventions et du régime des zones franches.

Les chefs d'Etats se sont réunis le vendredi pour signer les documents négociés la veille par le Conseil du Marché Commun et s'accorder sur un communiqué de presse plutôt laconique dans lequel ils réaffirment leur volonté de poursuivre la construction du bloc régional en favorisant une meilleure intégration physique. En conclusion, le Paraguay réclamait des compensations au titre du préjudice subi par les dévaluations réelles et déguisées de ses partenaires (les produits brésiliens envahissent son marché) et il n'a pas obtenu gain de cause. Cependant, l'Uruguay et la Bolivie se sont avérés de solides alliés dans la constitution d'un axe pour contre balancer le pouvoir des deux « grands ». Le rendez-vous était lourd de sens et ils l'ont raté, le projet est certes ambitieux mais réalisable pour autant que les populations y adhèrent (et pourquoi pas un référendum ?). Le Mercosur a jeté les bases d'une nouvelle forme d'intégration régionale pour les pays du Sud, il faut aujourd'hui que les pays membres fassent preuve de bonne foi et aillent dans la même direction.

Marjolaine Blanc.

Collaboratrice bénévole au Courriel.

Article précédent : « Cultures et mondialisation financière » Courriel 243

### **Brèves d'OMC**

Par [omc.marseille@attac.org](mailto:omc.marseille@attac.org)

A- Les sujets que l'Inde veut voir aborder à Doha et ceux dont elle ne veut pas entendre parler :



attac

Un représentant du Ministère du Commerce indien vient de déclarer que ce que les Indiens désiraient était moins le lancement d'un nouveau round qu'une négociation limitée dans le temps sur les sujets prévus par l'Uruguay Round (UR), à savoir l'agriculture et les services, le passage en revue de l'Adpics, et une discussion sur l'application de l'UR, comme par exemple sur le traitement spécial et différencié accordé aux PVD

En aucun cas, pour l'Inde, des sujets portant sur l'environnement, le travail et les investissements ne doivent être inclus dans les négociations de l'OMC. Il a averti que des dispositions sur les Mesures sur les investissements et celles concernant les mesures sanitaires et phytosanitaires compromettraient l'avenir de l'OMC.

Une approche négative comme établir des obstacles non-tarifaires au commerce ou laisser les choses être réglées par un mécanisme onéreux comme celui de l'ORD, a attiré ses critiques.

Il a conseillé à ceux qui étaient hostiles en Inde à la participation du pays au système multilatéral de l'OMC, de se rappeler le prix élevé qu'a dû payer la Chine pour entrer à nouveau dans l'organisation, les normes sociales que les USA ont imposé avec succès dans ses accords bilatéraux avec la Jordanie, le Cambodge et le Vietnam et les concessions de l'UE à son SGP (Système généralisé de préférences) liées à l'obligation de se conformer aux normes sociales.

B- Les USA ne veulent pas ce que veut l'UE :

Un Round limité à l'accès au marché, a dit dernièrement P.Lamy, ne serait pas un moyen de marchandage suffisant pour vendre les concessions faites par l'UE à son opinion publique. "Ca ne tiendra pas la route" "Abaisser les droits de douanes, c'est bien, mais pour cela il faut revenir avec un ensemble équilibré" A l'appui de ses dires, il a cité "je peux par exemple faire accepter un abaissement des droits sur l'agriculture si j'obtiens quelque chose en matière de protection des AOC. Il a en outre regretté que l'ALEA (qu'il a qualifié d' "opération de relations publiques très réussie") pourrait conduire à des normes excluant ceux qui n'en font partie, comme l'UE, et en enfermant les pays latino-américains dans ces normes

C- Berlusconi se déclare prêt à "accueillir" les manifestants au G8 en Juillet prochain à Gênes :

Comme les autres Chefs d'Etat, M Berlusconi s'est alarmé devant les affrontements violents entre manifestants et police anti-émeute qui se sont produits à Göteborg. Inquiet que de tels affrontements ou quelque chose de pire ne se répètent, il a passé en revue les mesures de sécurité avec son ministre de l'intérieur.

Particulièrement préoccupé par le fait que son gouvernement puisse être accusé de la moindre violence à Gênes, il a choisi l'offensive en déclarant que s'il y avait des problèmes, ce serait de la "responsabilité des gouvernements précédents"

Le choix de Gênes pour la rencontre remonte à 1999 sous le gouvernement d'Alema. Mais au moment du vote devant le Parlement l'an dernier, l'opposition de centre-droit de Berlusconi a joint son vote en faveur de la tenue de la réunion à Gênes.

Bien que Berlusconi souhaite ouvrir le dialogue avec les manifestants, il ne semble pas être en mesure de les rendre plus souples. Même au Parlement, on note des signes de défiance. Les Communistes italiens considèrent le sommet comme celui d'un club élitiste qui sape le travail de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

D- Quand le Round-Up de Monsanto détruit avec succès... les champs des Indiens des Andes :

Pour tenter de convaincre le Sénateur Démocrate, Wellstone du Minnesota, qui est un critique acerbe de l'aide militaire US à la Colombie, que l'épandage aérien ne toucherait que les champs de coca sans pour autant être nocif aux récoltes vivrières, l'Ambassade US de Bogota a voulu en faire la démonstration. La précision de l'objectif devait être assurée par les images satellitaires. Malheureusement cela ne s'est pas produit de cette façon. "Dès le premier passage de l'appareil épandeur, le Sénateur, l'Ambassadeur US, le Lt-Colonel de la Police Nationale Colombienne ont été totalement submergé - "saucés" en fait - par du Round-Up éventuellement dangereux pour leur santé" "Imaginez ce qui arrive quand une délégation de haut niveau du Congrès n'est pas présente"

Les USA ont répandu des tonnes de Round-Up et de Round-Up Ultra, produits par Monsanto pendant les 24 ans de guerre contre la drogue en Colombie. Monsanto a produit l'Agent Orange, le défoliant utilisé pendant la guerre du Vietnam.



attac

## **Les enseignants sont-ils conscients de la restructuration fondamentale de leur métier ?**

Par Jean-Marc Fiorese

Sont-ils conscients que leur rôle et leur place dans la société aujourd'hui ne seront plus ceux de demain et seront radicalement opposés comme le noir est la négation du blanc ?

Certains d'entre eux n'ont pas du tout conscience d'une telle révolution. D'autres, de plus en plus nombreux, la perçoivent, mais trop encore ne la considère que comme une éventualité et c'est précisément ce qui représente un danger. Après avoir évoqué, avec des personnes sensibles à l'avenir de l'Éducation, le sujet des programmes de la Commission européenne qui n'attendent que l'AGCS pour être pleinement appliqués, je me suis trop souvent entendu opposer les propos suivants (en condensé) venant tant d'adhérents d'Attac que de non adhérents : « Pour l'Éducation, le problème immédiat n'est pas l'AGCS et les programmes de la Commission européenne... L'École souffre depuis bien avant, ça ne date pas d'hier... Les programmes futurs sont complètement déments, personne ne les acceptera, c'est impossible qu'on en arrive là... ». Il est vrai que ce qu'il se passe aujourd'hui ressemble trop à un scénario catastrophe du pur style hollywoodien pour être crédible. Pourtant ce n'est pas de la science fiction, ce n'est pas du Georges Orwell. C'est du pur produit garanti OMC. La séance de ce "film" est programmée en novembre prochain au Qatar pour s'achever autour de 2010 avec un record de fréquentation jamais atteint de plus de cinq milliards de spectateurs si cette conscience reste en léthargie.

Je le dis au risque de me répéter : l'École publique est en danger de mort (tout comme la Santé publique). Enseignants, vous ne ferez plus d'un enfant une personne, vous ne lui permettrez plus de développer sa personnalité, son intelligence ; vous ne lui permettrez plus d'entrer dans la vie. Vous ferez de lui un individu (quel mot haïssable), c'est à dire dépourvu de toute personnalité, disposé à se calquer sur les besoins marchands ; vous ne lui permettrez plus que d'entrer dans le marché du travail qui n'est qu'une composante de la vie et certainement pas une finalité. Justement, vous déplacerez la finalité de votre métier. Vous serez dépossédés de vos prérogatives majeures qui font aujourd'hui de votre métier la grandeur de la notion du service public. Dans une dizaine

d'années vous vous soucierez davantage de votre rentabilité que de l'avenir de ceux à qui vous "enseignerez"

Pour vous convaincre de cette orientation, tout au moins de son amorce publiquement révélée voici un extrait d'un article de Libération daté du 17 mai 2001 dans « Urgent recherche 165.000 profs - Profes : engagez vous, vous verrez du pays » par Alain Auffrey :

« [...]

Nouvelle conception.

A l'occasion de ce profond renouvellement du corps enseignant, l'Éducation nationale veut aussi promouvoir une nouvelle conception du métier. On ne se contente pas de les remplacer, on veut aussi changer les enseignants. Lang a annoncé hier l'organisation d'un colloque dont le menu, audacieux, se lit comme un programme électoral: il est question de véritable « gestion de carrière » et de « reconnaissance » du mérite. Les futurs professeurs devraient pouvoir accéder à des promotions et à des reconversions, car « il n'est pas raisonnable qu'un enseignant doive enseigner toute sa vie la même discipline ». Pour l'immense majorité, c'est pourtant la règle depuis des générations. »

Un commentaire s'impose car lu à l'état brut cela n'a rien de très inquiétant :

Le titre (qui est celui du dernier paragraphe de l'article), est déjà très révélateur d'autant qu'il reflète les propos de différents élus de droite comme de gauche : « Le système éducatif français doit subir une véritable révolution ». Cette révolution sera aidée par le départ à retraite de 40% de l'effectifs des enseignants dans les prochaines années. Ceux qui seront recrutés, tous neufs et sans expérience du monde enseignant seront les premières victimes de ce qu'il se prépare : « On ne se contente pas de les remplacer, on veut aussi changer les enseignants ». Les transformer en VRP des nouvelles formes d'enseignement : « Gestion de carrière » et « Reconnaissance du mérite » selon Jacques Lang lui-même. Flexibles à souhait toujours selon le Ministre : « il n'est pas raisonnable qu'un enseignant doive enseigner toute sa vie la même discipline ».

Paranoïa diriez-vous ? Si ces propos étaient suivis de programmes ou le commerce, la rentabilité, l'OMC, les lobbies industriels étaient exclus, vous ne liriez pas ces lignes. Malheureusement les programmes existants à la



attac

Commission européenne et que la France met déjà en œuvre depuis 1995 en attendant que le volet Éducation de l'AGCS soit finalisé pour les appliquer pleinement, ont été élaborés par l'ERT, le PEE, le FSE, trois lobbies industriels très puissant en Europe, sans parler des lobbies américains. Ces programmes dévastateurs sont appuyés par l'OCDE, la banque Mondiale, le FMI et s'organisent au sein de l'OMC pour leur donner un impact planétaire y compris dans les pays en voie de développement.

Ainsi en rapprochant ces programmes aux propos de Jacques Lang il y a une concordance... mieux, une osmose : « gestion de carrière » et « reconnaissance » ne sont que l'enseignement à distance intégrant le commerce électronique auquel il faut préparer les futurs élèves que la Commission européenne considère désormais comme des « clients ». Enfin, « il n'est pas raisonnable qu'un enseignant doive enseigner toute sa vie la même discipline » est un mensonge en soi. Qu'est-ce qui empêche aujourd'hui un enseignant de changer de discipline s'il en a les compétences en dehors d'une carence purement administrative (voulue ou non). Aujourd'hui un enseignant ne doit pas enseigner la même discipline toute sa vie, il le peut s'il le souhaite comme il peut en changer. Non, ce propos est en fait à rapprocher de ce que la Commission européenne appelle « l'enseignement tout au long de la vie » qui n'est qu'un moyen de rendre flexible le travail y compris celui de l'enseignement afin qu'il se calque sur les besoins du marché.

Lisez « Tableau noir » de Nico Hirtt qui est un condensé commenté des programmes du lobby industriel ERT appuyés par la Commission européenne, l'OMC et l'OCDE et faites le rapprochement avec l'évolution du métier que subissent les enseignants depuis plusieurs années : sous-effectifs, classes en sur-nombre, hétérogénéité ingérable des classes, transfert des budgets consacrés à l'entretien des structures vers l'informatisation et l'internetisation des écoles...). Vous comprendrez sûrement les causes du malaise des enseignants en France y compris pour ce qui est de l'internetisation des écoles quand on voit ce que la Commission européenne veut en faire. D'ailleurs à ce propos, d'autres lobbies industriels (PEE et FSE) ont élaboré des programmes auxquels la Commission européenne a pleinement contribué. Internet dans les écoles pourquoi pas mais pas par n'importe qui et certainement pas pour satisfaire le commerce électronique. L'internet comme moyen complémentaire pour apprendre, pourquoi pas, sous certaines

conditions et contrôlé, mais pas l'Internet comme finalité sans aucun contrôle. C'est pourtant ce que prévoient ces programmes.

Que ceux qui doutent encore de l'immense danger qui nous menace se souviennent de l'A.M.I., cet accord souterrain élaboré au sein de l'OCDE pendant cinq ans à l'abri de tout ministère, des élus, des citoyens et découvert à temps en 1998. Quelle horreur avons-nous découvert ! Qui pouvait croire que des hommes étaient capables d'imaginer un tel projet ? Qui pouvait croire que d'autres étaient capables de l'accepter ? Il ne s'en était fallu que de quelques mois pour que l'Union européenne ratifie ce monstre si la contestation citoyenne ne s'était pas faite entendre à travers toute la planète... Rappelez-vous cela car l'AGCS se développe à découvert, il est sous nos yeux, énorme bien pire que l'AMI. L'Éducation est l'une de ses meilleures victimes avec la Santé. L'AGCS lui donnera le coup de grâce et l'École publique d'aujourd'hui n'aura plus qu'une dizaine d'années pour mourir. D'elle ne restera que l'Enseignement public de base façon RMI et tout le reste sera noyé dans le système "Banque directe" ou "Assure Direct".

Jean-Marc Fiorese  
Groupe Éducation Attac Nord-Essonne  
[Education.nordessonne@attac.org](mailto:Education.nordessonne@attac.org)

## **La culture et le savoir ne sont pas à vendre**

Par Sally Burch

Face à l'invasion de la communication dans toutes les sphères de la vie, s'est affirmée parmi les organisations citoyennes la prise de conscience qu'il s'agit d'un secteur stratégique pour l'action en faveur d'une société plus démocratique et pluraliste. Ceci motiva l'organisation du Forum de la Communication lors de la Seconde Rencontre des Peuples, réalisée la troisième semaine d'avril au Québec (Canada) en prévision de la Rencontre Présidentielle destinée à négocier l'accord pour l'Aire de Libre Commerce des Amériques. Il s'agit d'un thème nouveau dans ces rencontres puisqu'il ne fut pas traité lors de la Première Rencontre des Peuples, qui eut lieu à Santiago du Chili en 1998.

Dans les conclusions présentées à l'assemblée plénière de la Rencontre des Peuples, le Forum a souligné que le droit à la communication étant un droit de l'homme fondamental, qu'il supporte et sous-tend tous les autres droits, celui-ci doit



attac

être protégé et étendu dans le contexte des nouveaux défis de la globalisation.

A ce propos, ont été relevées quatre grandes tendances qui se sont renforcées depuis la réalisation de la Première Rencontre. La première est la concentration et la monopolisation de la communication entre les mains de grands conglomérats qui se situent au sommet de l'économie néolibérale. La deuxième est le contrôle que cette concentration implique sur l'information, les connaissances et l'homogénéisation de l'opinion, contrôle qui passe, entre autre, par l'application des droits de la propriété intellectuelle.

Une troisième tendance est l'essor de la révolution technologique, qui est aussi un des piliers du processus de globalisation. Et la quatrième, la mercantilisation de l'information, de la connaissance et de la culture, fait qui empêche toute possibilité d'exercer des droits dans ce domaine.

De plus, il a été signalé, en écho aux conclusions de l'Atelier de la Communication et de la Citoyenneté du Forum Social Mondial de Porto Alegre en janvier 2001 (cf. ALAI 327 13/02/01), que s'est imposé un type d'information "universellement neutre", qui nie le pluralisme et la diversité culturelle, linguistique et de genre.

En dépit de ces tendances, il a été reconnu l'apport des moyens de communication indépendants et communautaires, soulignant la contribution de ces derniers à la démocratisation des systèmes politiques, comme par exemple la chute des régimes répressifs.

Le Forum invita la Réunion des Peuples à reconnaître la communication comme un secteur critique de la lutte sociale, qui doit faire partie des actions futures, tant au niveau théorique que pratique.

J'insiste, par ailleurs, sur les recommandations suivantes :

Que le droit à communiquer soit reconnu comme un droit de l'homme, tant par la société civile que par les instances gouvernementales et internationales.

Que tous les accords économiques internationaux garantissent la souveraineté des états à réguler tout ce qui a trait au secteur de la communication (en forme et contenu).

Que le droit à communiquer soit reconnu constitutionnellement et dûment légiférer et mis en pratique par le moyen de politique de régulation (ex : lois antimonopoles).

Considérant que la communication fait partie du bien commun, les multinationales doivent payer pour l'utilisation de cet espace public. Les fonds ainsi récoltés devront être utilisés pour assurer la pérennité des moyens de communication communautaires et indépendants et devront être distribués et administrés selon les principes de l'économie solidaire sous le contrôle de la société civile.

Que l'économie de marché n'est pas le seul et unique modèle pour développer l'infrastructure des communications. Les personnes doivent être considérées comme des producteurs et des participants de l'information et non seulement comme des consommateurs.

Que l'accès universel doit être la norme pour toute nouvelle technologie et que l'accès aux technologies existantes doit être maintenu.

L'appel à une discussion et un débat public permanent à propos des problèmes générés par les nouvelles technologies, incluant les droits de confidentialité, de propriété intellectuelle et un processus transparent de décision au sein des corporations et des gouvernements.

Que la société civile et les ONG doivent se réappropriier les termes de la discussions pour la formulation des politiques de régulations en matière de communication.

En conclusion le Forum affirma que "la culture et le savoir ne sont pas en vente".

Sally Burch  
Traduction : Yann Le Borgne, traducteur  
bénévole [coordinat@attac.org](mailto:coordinat@attac.org)  
Première parution Correo Informativo 92

## **Les marins ne sont plus à vendre**

Par François Lille

"le retour des marins de l'Olga J" (voir courriels 193 et 241).

Fin Avril, les marins de l'Olga J abandonnés par leur armateur sont rentrés en Afrique. Après 32 mois d'attente, des procédures judiciaires devant la justice bulgare qui n'ont pas aboutis, ils ont brièvement transités en France durant



attac

une soirée et une nuit avant de prendre les avions qui les ont ramenés chez eux.

Organisé par le collectif "Marins abandonnés" \*, le rapatriement que les marins avaient acceptés à la condition qu'une plainte pour violation des droits de l'homme soit déposée devant la cour Européenne de Strasbourg et qu'ils puissent rentrer avec un minimum d'argent. La plainte est en cours de préparation par Maître William Bourdon leur avocat, le fonds de solidarité constitué a permis de collecter 63111,97 francs auxquels sont venus s'ajouter 4000 \$ d'ITF \* qui a également financé tout le rapatriement depuis la Bulgarie jusqu'au Ghana et au Sénégal. Ultime fausse note, le gouvernement français a dans un premier temps refusé de leur délivrer des visas Schengen avant de les autoriser à transiter pour une nuit, au cours de laquelle ils ont tenu une conférence de presse devant un public clairsemé.

Deux mois après leur retour nous continuons à entretenir des relations avec eux par courrier électronique. Les nouvelles ne sont pas réjouissantes, l'argent du fonds de solidarité aura permis de payer quelques dettes, de réinscrire les enfants à l'école que faute d'argent ils avaient dû quitter. L'espoir de dédommagements qui viendront dans des mois voir des années, n'efface pas l'amertume de ces mois passés en grande difficulté. L'armateur Chypriote court toujours, le capitaine grec complice également.

Afin de pouvoir les accompagner encore par d'éventuels prêts d'argent nous maintenons le CCP ouvert. Merci à tous ceux qui y ont participé. PS : le 2 Juillet prochain Arte diffusera un documentaire de Roy Lekus "Le retour des marins perdus" qui retrace toute l'histoire de ce rapatriement. C'est à 20h15.

Fonds de solidarité pour aider les marins à se "réinstaller" en Afrique. CCP Mission de la mer mention "Solidarité Olga J" 13 quai de la citadelle 59140 Dunkerque Compte 116017A centre CCP Lille

Olivier Aubert membre du collectif " Marins abandonnés " Tel : 06 82 48 60 00 email [o.aubert@free.fr](mailto:o.aubert@free.fr)

\* Le collectif marins abandonnés est composé de : CFDT-FGTE, CGT Marins, Brest, CGT officiers St Nazaire, CCFD, Secours Catholique, ATTAC, SURVIE, Coordination des Collectifs anti-Marée Noire, Mission de la Mer, Mission to Seafarers, Fédération des Association des Amis

des Marins (FAAM). \* ITF, International transport workers fédération pour en savoir plus : [www.marins-abandonnes.org](http://www.marins-abandonnes.org)

Pour information

REPORTAGE DU 02/07/01 LE RETOUR DES MARINS PERDUS De Roy Lekus – ARTE GEIE - France 2001

Dans le port de Burgos en Bulgarie, tout au bout du quai, un vieux cargo n'en finit pas de rouiller. Depuis quelques mois, il est vide, mais pendant près de trois ans, neuf marins, huit ghanéens et un capverdien, y étaient prisonniers. Prisonniers, car comme souvent, des armateurs sans scrupules les ont abandonnés sans salaire et donc sans moyens de rentrer dans leur lointaine Afrique. Sur place, il n'ont survécu que grâce à quelques dons sans avoir le droit de descendre de leur prison flottante. Roy Lekus a partagé les derniers jours de leur vie de reclus, d'oubliés du monde. Finalement, grâce au soutien de quelques syndicats et d'organisations humanitaires, les neufs marins ont pu rentrer chez eux. Sur le chemin du retour, ils ont fait escale à Paris pour témoigner, et dénoncer les abandons de marins qui se multiplient un peu partout dans le monde. Le reportage retrace leur odyssee jusqu'à Accra, la capitale ghanéenne où certains d'entre eux retrouveront leurs épouses qui, lassées d'attendre, se sont remariées, leurs enfants qui, faute d'argent, ont arrêté l'école. C'est à cause de ces vies brisées, de la dignité perdue que ces marins veulent se battre et attaquer l'armateur véreux qui les a abandonnés, la Bulgarie, qui ne les a pas aidés et mettre fin à l'insupportable indifférence du monde.

### **OMC : Fais marche arrière ou disparaïs**

Appel international

Si vous voulez signer cet appel en tant qu'organisation, merci de voir à la fin de l'appel.

Notre monde n'est pas à vendre  
OMC : Fais marche arrière ou disparaïs

Il est temps de mettre un terme à la mondialisation au service des entreprises et de se battre pour un autre monde, que nous savons possible. En novembre 1999, la troisième réunion ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a connu un échec spectaculaire face à un mouvement de protestation sans précédent des peuples et des gouvernements de la planète. Depuis, que ce





attac

soit dans les pays riches ou dans les pays pauvres, des millions de personnes autour du monde ont rejoint le combat pour un futur durable et plus juste et contre la mondialisation au service des entreprises.

En dépit des promesses d'amélioration du système, faites à la fin du sommet de Seattle pour répondre à la crise de légitimité de l'OMC, aucun changement n'a été perçu et la situation a même empiré. Il est maintenant plus que temps de faire reculer le pouvoir et l'autorité de l'OMC. Les déficits, en matière de démocratie, de transparence et de responsabilité de cette institution qui est supposée promouvoir le libre-échange, ont finalement uniquement contribué à concentrer la richesse entre les mains d'une minorité, à accroître la pauvreté pour la majorité des peuples du monde, à renforcer les inégalités au sein des pays et entre les pays, à déplacer des paysans et des travailleurs, surtout dans les pays du Tiers-Monde, et à encourager des modes de production et de consommation qui ne dureront guère.

Les protestations des travailleurs et des agriculteurs, des défenseurs des droits de la personne et de l'environnement, des leaders religieux, ceux des peuples autochtones du monde entier, et des gouvernements du Tiers-Monde contestant la mise en déséquilibre et les problèmes liés à la mise en œuvre des Accords de " l'Uruguay Round ", conclus dans le cadre du GATT, sont en train d'être balayées. Le secrétariat prétendument neutre de l'OMC, une assemblée de gouvernants issus principalement de pays riches et de groupes de pression d'entreprises, se débattent pour ramener l'OMC aux affaires, accentuant, comme ils l'ont toujours fait, la mondialisation au service des entreprises. Les négociations structurelles de révision des Accords de l'OMC concernant l'agriculture, les services et les droits de propriété intellectuelle liés au commerce, ont été détournées de leur objectif initial de révision et de réparations, pour davantage de ravages et de ruines.

On embobine et on fait chanter les gouvernements pour qu'ils acceptent un nouveau cycle de négociations visant l'extension des pouvoirs de l'OMC lors de la quatrième réunion des ministres qui se tiendra au Qatar, du 9 au 13 novembre prochain surnommé, à des fins de séduction, " Development Round ". Le véritable objectif de ce nouveau cycle est d'étendre les privilèges des entreprises et leur accès, dans le cadre de l'OMC, aux

investissements, aux marchés publics, aux politiques de concurrence et plus encore.

Ces nouveaux avantages accordés aux entreprises transnationales vont mettre davantage en danger les économies locales et nationales, les travailleurs, les paysans, les peuples autochtones, les femmes et les autres groupes sociaux. Ils menacent aussi la santé, la sécurité, l'environnement et la protection des espèces animales. Tout ceci prend place dans un contexte d'instabilité globale croissante, d'effondrement des économies nationales, d'augmentation des inégalités entre et à l'intérieur des nations ainsi que dans le cadre d'une dégradation accrue de l'environnement et des conditions sociales, résultats de l'accélération du processus de mondialisation au service des entreprises.

Le temps est venu de reconnaître les crises du système commercial international et de la principale institution qui l'administre, l'OMC. Il est temps d'arrêter la prochaine série de négociations et de transformer le commerce de façon à ce qu'il serve l'intérêt de tous. Nous devons remplacer notre vieux système d'échange, injuste et oppressif, par un nouveau cadre durable et socialement juste pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

Nous devons protéger la diversité culturelle, biologique, économique et sociale ; introduire progressivement des politiques qui privilégient les économies et le commerce locaux ; garantir les droits économiques, culturels, sociaux et du travail reconnus universellement ; et restaurer la souveraineté des peuples et les processus démocratiques de prise de décision nationaux et régionaux.

À ces fins, de nouvelles règles fondées sur le contrôle démocratique des ressources, le respect des écosystèmes, d'équité, de coopération et du principe de précaution, doivent être édictées.

A la lumière de ce qui précède, nous adressons à nos gouvernements respectifs les demandes suivantes :

Pas d'extension de l'OMC

Nous réaffirmons notre opposition aux tentatives répétées de lancer un nouveau tour de négociations et d'étendre les pouvoirs de l'OMC dans de nouveaux domaines tels que les investissements, la concurrence, les marchés publics ou les biotechnologies ou en accélérant la réduction des droits de douane. Étendre la



attac

compétence de l'OMC à des questions comme la politique des investissements et de la concurrence ou exiger de tous les pays l'adhésion aux règles de l'OMC en matière de marchés publics (en commençant dans une phase initiale par des règles de transparence) serait une atteinte à la souveraineté nationale des pays et menacerait la survie des petites et moyennes entreprises ou des exploitations agricoles locales. Cela ôterait également un support important aux économies locales et causerait des dommages sociaux et environnementaux incommensurables. Nous rejetons aussi la nouvelle tactique de l'Union européenne, celle qui consiste à introduire furtivement les négociations sur les investissements et la concurrence sous forme d'accords multilatéraux. Un moratoire, sur les futures initiatives de l'OMC en matière de libéralisation des échanges, est plus que nécessaire. En revanche, les questions d'injustice (dans la mise en œuvre) touchant les pays en voie de développement doivent être abordées d'urgence. Ceci ne devrait en aucun cas être lié à de futures négociations sur la libéralisation du commerce.

Bas les pattes l'OMC. Protégeons les droits sociaux élémentaires et la viabilité de l'environnement

Il est inapproprié et inacceptable que les droits sociaux et la satisfaction des besoins vitaux soient réduits ou supprimés par les règles de l'OMC. Il ne faut en aucun cas que des accords commerciaux puissent réduire les protections dont bénéficient des éléments cruciaux pour le bien-être des personnes ou de la planète comme l'alimentation, l'eau, les services sociaux élémentaires, l'éducation, la santé ou la sécurité, la viabilité de l'environnement ou la préservation des espèces vivantes. L'empiètement des règles commerciales sur ces domaines a déjà provoqué des campagnes citoyennes sur les organismes génétiquement modifiés, sur les forêts millénaires, sur l'importation de biens prohibés localement ou sur une promotion trop agressive du tabac.

Limitons l'AGCS. Protégeons les services sociaux essentiels et les protections publiques

Des domaines comme la santé, l'éducation, la distribution de l'énergie, de l'eau et les autres services essentiels à l'humanité ne doivent pas être soumis aux règles du commerce international. De plus, l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) signé dans le cadre de l'OMC ne doit pas limiter le droit des

gouvernements et des peuples à légiférer pour protéger l'environnement, la santé, la sécurité et les autres intérêts publics. Le principe de "libéralisation progressive" et les implications pour la participation de capitaux étrangers dans le secteur des services ont déjà entraîné de sérieux problèmes, dont la déréglementation de services essentiels.

Halte à la protection de la propriété industrielle. Les semences et médicaments sont des besoins pour l'humanité, pas des marchandises

Toutes les politiques en matière de propriété intellectuelle doivent laisser aux gouvernements la possibilité de limiter la protection des brevets pour défendre la santé et la sécurité publique, en particulier des brevets concernant les médicaments de survie et les formes de vie. Le brevetage du vivant, y compris celui des micro-organismes, doit être interdit dans toutes les législations nationales et internationales. Les règles actuelles de la propriété intellectuelle incluses dans les accords commerciaux comme l'ADPIC (dans le cadre de l'OMC) empêchent, dans les faits, l'accès des personnes à certains médicaments essentiels et autres biens, conduisent à l'appropriation privée du vivant et des savoirs traditionnels, portent atteinte à la biodiversité et entravent l'accroissement du bien-être économique et social des peuples des pays les plus pauvres. Il n'y a aucune raison d'inclure ces formes de propriété intellectuelle dans les accords commerciaux.

Pas de brevets sur le vivant

Le brevetage du vivant et des autres droits de propriété intellectuelle sur les ressources biologiques doit être interdit dans toutes les législations nationales et internationales. La diversité génétique n'est pas une catégorie à privatiser et il doit être mis fin au piratage biologique, comme au vol des savoirs traditionnels.

S'alimenter est un droit humain élémentaire. Arrêtons l'escroquerie et les dégâts de l'Accord sur l'Agriculture

L'Accord sur l'Agriculture est une escroquerie car les subventions à l'exportation versées à l'agriculture industrielle n'ont pas été réduites (et ont même augmenté) tandis que les petits paysans souffrent de la libéralisation qui laminent leur mode de vie et leurs revenus. Pour éviter de nouvelles calamités pour des millions de petits agriculteurs, il faut agir pour réduire de façon drastique, voire supprimer, les soutiens à



attac

l'exportation des produits agricoles et renverser la tendance de libéralisation des importations. Les mesures prises pour promouvoir et protéger une souveraineté et une sécurité alimentaires réelles ainsi que pour permettre aux petits paysans, pratiquant une agriculture durable, ne doivent pas être soumises aux règles du commerce international. Le système d'échanges ne doit pas miner le niveau de vie des paysans, des petits agriculteurs, des artisans pêcheurs ni celui des peuples autochtones.

Le droit élémentaire des personnes à pouvoir se nourrir ne peut exister que dans un système où la souveraineté alimentaire est garantie, c'est-à-dire le droit des peuples à choisir leur propre alimentation, leurs politiques agricoles et à produire leur nourriture de base d'une manière qui préserve la diversité des modes de culture et de production.

#### Pas de libéralisation des investissements

L'Accord sur les Mesures relatives à l'Investissement dans le Commerce (MIC), signé dans le cadre de l'OMC, doit être abrogé. Tous les pays, et surtout ceux du Tiers-Monde, doivent avoir le droit d'appliquer des politiques destinées à accroître la capacité de leur secteur productif (comme la politique qui privilégie les fournisseurs locaux) et, en particulier, celle des petites et moyennes entreprises. De toute évidence, la révision du MIC ne doit pas être le prétexte à l'extension des compétences de l'OMC en matière d'investissements. Nous réitérons donc notre très vive opposition à toutes les tentatives visant à entamer des négociations sur les règles d'investissement, sur un cadre pour les investissements ou encore sur un accord sur les investissements de quelque nature que ce soit, au sein de l'OMC. Les propositions d'une approche de type AGCS, basées sur un accord initial relatif à la transparence en matière d'investissement ou encore sur un accord multilatéral, ne sont que des tactiques visant à attirer des pays ou des groupes qui ont déjà refusé de signer un accord plus contraignant. L'objectif de donner des droits sans précédent aux investisseurs étrangers demeure le même et nous rejetons toute version apparemment édulcorée mais qui a le même but que le désormais discrédité AMI.

Commerce équitable : un traitement spécial et différencié

Des droits commerciaux spéciaux et différenciés pour les pays du Tiers-Monde doivent être reconnus, étendus et mis en place pour prendre

en compte leur position de faiblesse au sein du système commercial mondial. Sans une application effective de tels droits il sera impossible aux pays du Tiers-Monde de tirer un bénéfice des échanges mondiaux.

#### Priorité aux droits sociaux et à l'environnement

Le libre-échange donne la priorité aux bénéfices des entreprises aux dépens des peuples et de l'environnement. Nous avons besoin d'un commerce équitable. Les droits fondamentaux de la personne et des travailleurs doivent être respectés, promus et compris comme doivent l'être l'environnement, la santé, l'éducation, les droits des peuples autochtones, le développement, la sécurité des personnes et alimentaires et préservation de la faune. Par exemple, la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, la Convention sur la diversité biologique, en particulier le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques et la Déclaration des droits humains de l'ONU doivent être mis en application. L'OMC ne peut pas et ne doit pas saper ces authentiques accords internationaux sur les droits sociaux et l'environnement.

L'importance de la promotion, du respect et de la mise en application des droits fondamentaux des travailleurs et des autres droits de la personne impliquent aussi l'action, par tous les moyens appropriés, auprès des institutions internationales concernées.

#### Démocratisons la prise de décision

Les peuples doivent disposer du droit à l'autodétermination, du droit à connaître les engagements commerciaux pris en leur nom et du droit à les accepter ou à les refuser. Entre autres choses, cela implique que les processus de prise de décisions dans les négociations et la mise en place des accords dans les organisations commerciales internationales soient démocratiques, transparents et inclusifs. L'OMC, elle, opère dans le secret en excluant la plupart des pays membres et la société civile. Elle est, en effet, soumise à une poignée de gouvernements, parmi les plus puissants, agissant pour le compte des intérêts de l'élite de leurs firmes transnationales.

#### Contestons le système

Le système de règlement des différends de l'OMC est inacceptable en ce qu'il impose un système illégitime composé de règles injustes, applique des procédures non-démocratiques et



attac

usurpe le rôle décisionnel et législatif des nations et des gouvernements locaux.

Un système international de commerce socialement juste exigera aussi des changements à l'extérieur de l'OMC. Un tel système doit prendre avant tout en compte les droits et le bien-être des travailleurs et des agriculteurs qui produisent et commercialisent les matières premières et les services. Tous les gouvernements et toutes les organisations internationales doivent s'occuper des atteintes aux droits élémentaires des travailleurs commises par les entreprises multinationales et les gouvernements, des mises en cause des acquis, fruits des luttes menées par les travailleurs, de la détérioration de la sécurité de l'emploi et du nivellement par le bas des salaires. Les droits des travailleurs doivent être renforcés partout dans le monde.

Le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et les banques de développement régional doivent effacer la totalité de la dette des pays pauvres, pour que ceux-ci puissent réutiliser ces fonds et les utiliser par exemple au développement et à l'éradication de la pauvreté. Il faut arrêter d'utiliser la contrainte d'ajustement structurel pour imposer la libéralisation du commerce aux pays du Tiers-Monde et aux autres. Les gouvernements doivent négocier, au travers du système des Nations unies ou d'autres organismes appropriés, et d'une manière parfaitement démocratique, un accord contraignant pour s'assurer que les entreprises se comportent

d'une façon socialement responsable, respectent l'environnement et soient mises sous contrôle démocratique.

#### Conclusions et Conséquences

Nous nous engageons à défendre un système de commerce durable, socialement juste et démocratiquement responsable. Pour ce faire et en premier lieu, nous demandons à nos gouvernements de mettre en place les changements énumérés dans ce document de manière à réduire les pouvoirs et l'autorité de l'OMC et à renverser la tendance actuelle du commerce.

Nous nous engageons à mobiliser les populations de nos pays pour lutter en faveur de ces demandes et braver les politiques injustes de l'OMC. Nous encourageons aussi, par des campagnes de solidarité internationale, les autres personnes et les autres pays à en faire autant.

Nous promettons de porter l'esprit de Seattle partout dans le monde et d'empêcher le lancement d'un tour de négociation, par l'OMC à Qatar.

Les organisations qui souhaitent signer cet appel, peuvent le faire en allant à :

<http://www.canadians.org/campaigns/campaigns-trade-notforsale.html>

Si vous souhaitez plus d'information concernant cet appel, vous pouvez contacter Steve Staples, Conseil des canadiens [sstaples@canadians.org](mailto:ss Staples@canadians.org)

### **Vous avez rendez-vous avec ATTAC**

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/rdv/>> (sélectionner le pays pour trouver les rendez-vous)

Mardi 3 : FR : PARIS 11 – PARIS 15 – NANTES – DOUAI – POITIERS

Mercredi 4 : FR : LA CIOTAT – PAU – PARIS 11 – SAVIGNY SUR ORGE – PARIS 13

Jeudi 5 : FR : CAEN – PARIS CENTRE

Vendredi 6 : FR : LAVAL